



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2018

SOMMAIRE

- I. Rapport d'activité du premier semestre 2018**

- II. Comptes consolidés intermédiaires résumés du semestre clos au 30 juin 2018**

- III. Attestation du responsable du rapport financier semestriel**

- IV. Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2018**



I.

**RAPPORT D'ACTIVITE
PREMIER SEMESTRE 2018**

RAPPORT D'ACTIVITE PREMIER SEMESTRE 2018

L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE DU GROUPE ET SON MARCHE SUR LA PERIODE

Le PIB de la zone euro a enregistré une croissance stable au cours des deux premiers trimestres 2018. L'Espagne et les Pays-Bas ont bénéficié d'un niveau de croissance au-dessus de celui de la zone euro, se qualifiant ainsi comme les économies les plus dynamiques au deuxième trimestre 2018.

La consommation alimentaire des ménages a légèrement ralenti dans l'ensemble de la zone euro au premier semestre 2018 (+1,3%) par rapport au premier semestre 2017 (+1,7%). Les dépenses des ménages ont baissé en Italie (-0,9%), en Espagne (-0,4%) et en Belgique (-0,2%), ce particulièrement en raison de l'inflation des prix des produits alimentaires. A l'inverse, de belles performances de consommation ont été enregistrées au Portugal (+3,3%) et aux Pays-Bas (+1,7%). La consommation alimentaire des ménages français reste, quant à elle, très dynamique (+3,0%), alors que la croissance économique a ralenti.

Le cours du Brent a augmenté de +7,7% au premier semestre. En juin 2018, le cours du Brent était plus élevé de 60% par rapport à la même période en 2017.

TENDANCES MACRO-ECONOMIQUES ¹

	PIB dans les pays d'implantation du groupe		Consommation alimentaire des ménages au 1 ^{er} semestre 2018
	T1	T2	
Zone euro	0,4%	0,4%	1,3%
France	0,2%	0,2%	3,0%
Italie	0,3%	0,2%	-0,9%
Espagne	0,7%	0,6%	-0,4%
Portugal	0,4%	0,5%	3,3%
Belgique	0,3%	0,3%	-0,2%

¹ Source : Eurostat

Pays-Bas	0,6%	0,7%	1,7%*
Suisse	0,6%	n.c	0,6%

* Variation en cumul Janvier - Mai 2018

n.c = Donnée non publiée à date (14.08.2018)

L'environnement économique des pays où le groupe est implanté se maintient au premier semestre.

- Les Pays-Bas bénéficient d'une croissance vigoureuse, grâce à une dynamique de création d'emplois et à un niveau de confiance élevé des ménages ;
- L'Espagne et le Portugal maintiennent leur équilibre grâce à la hausse du commerce extérieur ;
- A l'opposé, l'Italie continue de subir les aléas des politiques économiques menées et a connu la plus forte baisse de la consommation alimentaire des ménages de la zone euro.

TENDANCES OBSERVEES CHEZ LES PRINCIPALES FILIERES CLIENTES DU GROUPE

PRODUCTION AGROALIMENTAIRE

Au premier semestre 2018, la production agroalimentaire dans la zone euro s'est maintenue alors qu'elle a marqué le pas en France par rapport aux autres pays européens. Néanmoins, ce secteur reste sous pression. Les attentes des consommateurs, les coûts des matières premières et de production et la difficulté à les répercuter en aval, nécessitent une forte adaptation des industriels : certains s'orientent ou se diversifient vers des filières de qualité et de produits bio ou innovent avec de nouveaux produits. Pour d'autres, il s'agit d'acquiescer ou de fusionner avec un autre acteur afin d'obtenir une taille critique.

En France, le secteur des produits carnés a été marqué par des procédures collectives.

GRANDE DISTRIBUTION

La grande distribution fait face à trois phénomènes. Alors qu'elle est confrontée au ralentissement de la consommation alimentaire et à une part croissante d'achats réalisés en ligne, l'offre commerciale continue à croître, générant une baisse des rendements. Dans ce contexte, les acteurs poursuivent leur stratégie de guerre des prix et de pression promotionnelle. Dans le même temps, ils doivent également faire face à la percée en Europe de géants internationaux de l'e-commerce dans l'alimentaire.

La distribution étant de plus en plus fragmentée, avec l'arrivée d'acteurs spécialistes et l'expansion de circuits alternatifs, la grande distribution est aujourd'hui en quête de légitimité et cherche à proposer de nouvelles expériences d'achat (nouveaux services en magasins, digitalisation).

RESTAURATION

Dans la continuité de l'année 2017, le secteur de la restauration hors domicile maintient sa dynamique. Bien qu'exposées à une démultiplication des petits réseaux émergents, les grandes chaînes de restauration rapides enregistrent de bons résultats au premier semestre 2018.

Ces enseignes mettent en œuvre des plans de développement afin de renforcer leur présence et de conquérir de nouveaux marchés pour les mois et années qui viennent. La situation de la restauration collective reste plus critique.

La complexité des besoins et des préférences des consommateurs (nourriture saine, locale, durabilité, expérience, fonctionnalité, etc.) favorise une diversification des concepts de services alimentaires.

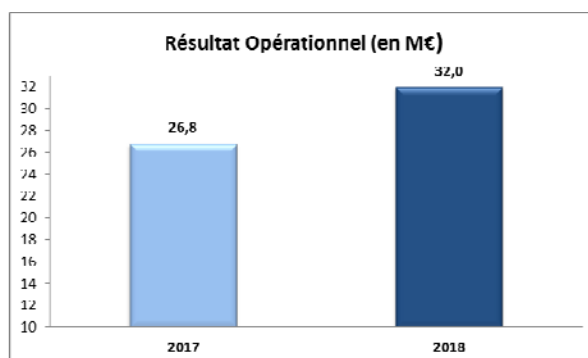
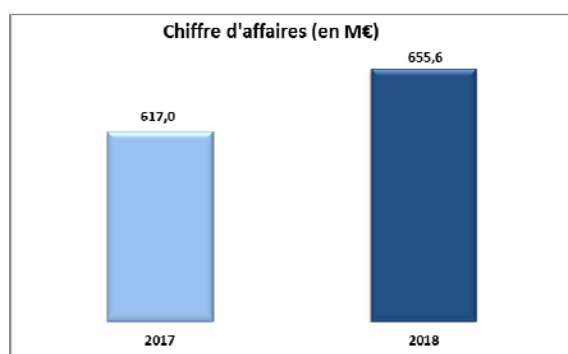
ACTIVITE DES QUATRE SECTEURS OPERATIONNELS

Au premier semestre 2018, les activités du groupe STEF sont bien orientées avec un chiffre d'affaires de 1 557,6 M€, en progression de 8,7% par rapport au premier semestre 2017 (7,7% à périmètre comparable).

Eléments marquants du premier semestre 2018 :

- Le renforcement des positions du groupe en Europe, avec deux opérations de croissance externe : l'acquisition des activités Surgelé de la société MARCONI en Italie et, à effet du 1^{er} juillet 2018, celle de la société Express Marée, en France, spécialisée dans le domaine de la logistique des produits de la mer.
- Une croissance organique toujours marquée pour les activités de Transport et de Logistique en France ;
- Une dynamique plus contrastée pour les Activités internationales ;
- Un résultat opérationnel en progression (+6,9%), avec, cependant, des contributions hétérogènes selon les activités du groupe ;
- Un renforcement des effectifs du groupe, marqué par une forte contractualisation des intérimaires.

TRANSPORT FRANCE



Pour le pôle Transport, l'année 2018 a démarré dans un contexte d'activité soutenu. Les volumes enregistrés au cours du semestre ont affiché une croissance de +2,7% en tonnes.

Le chiffre d'affaires a progressé, quant à lui, de 6,3% sous l'effet d'une activité commerciale dynamique, conjuguée à un effet favorable du prix du carburant (+12% par rapport à la même période en 2017).

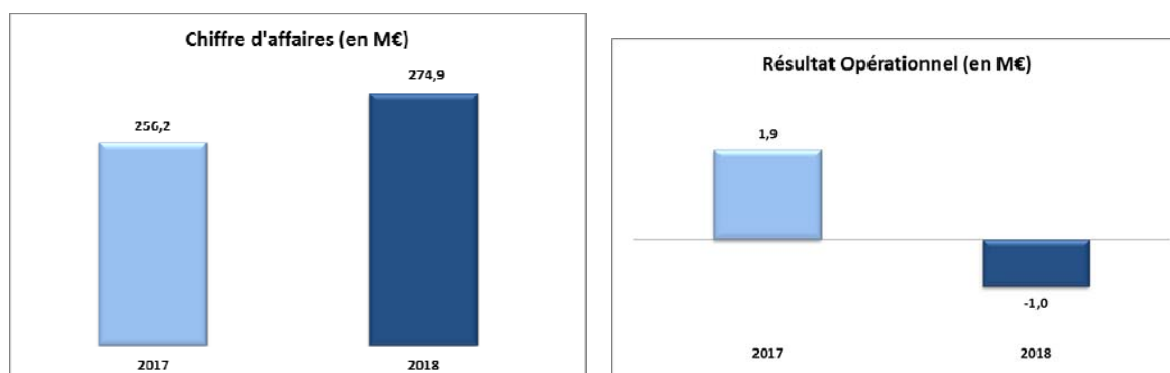
L'essentiel de la croissance résulte de l'activité mid-market (+8,9%) et profite essentiellement au secteur des produits frais, les autres marchés affichant une évolution relativement stable.

Le groupe a ouvert, en juin, une nouvelle plateforme au sein du MIN de Rungis, lui permettant ainsi d'opérer directement l'activité de livraison de détail en région parisienne. Le groupe a souhaité se positionner comme un opérateur de premier rang sur ce segment.

A la suite du lancement de la Business unit STEF Seafood, dédiée au pilotage de l'activité des produits de la mer en 2017, STEF a acquis, début juillet, la société Express Marée, partenaire historique du groupe, spécialisée dans le transport et la logistique de produits de la mer. Avec l'apport des neuf plates-formes d'Express Marée en France, le réseau STEF Seafood dispose désormais d'une couverture optimisée du territoire français qui intègre également le Sud-Ouest et le Languedoc-Roussillon. Cette opération renforce également le positionnement du groupe sur le segment des produits de la mer en Europe.

Le résultat opérationnel de 32 M€ en amélioration de 19,4% par rapport à 2017, est le résultat d'un modèle solide qui permet de bénéficier rapidement de toute reprise de la consommation alimentaire.

LOGISTIQUE FRANCE



Sur le semestre, le chiffre d'affaires de STEF Logistique France a progressé de 7,3%, pour une croissance, exclusivement organique, et homogène sur l'ensemble des activités, à l'exception des activités TSA (produits thermosensibles).

L'activité IAA TSA a marqué un recul de 8%, impactée par la baisse progressive de parts de marché avec un client. En revanche, tous les autres clients affichent des progressions d'activité, confortant les choix d'investissement du groupe avec la montée en puissance d'Orléans Nord, ouvert début 2017 et la mise en service du site de l'Isle d'Abeau (Lyon Est) en juin 2018.

L'activité IAA produits Frais a progressé de quasiment 11%. La poursuite de la montée en puissance des sites de Darvault (région parisienne) et de Chaponnay (région lyonnaise), livrés en 2017, a été le moteur de cette performance.

L'activité GMS (grande distribution) dédiée a retrouvé une dynamique de croissance soutenue à +8,5%. Celle-ci a été tirée par le démarrage d'un nouveau site dédié à la logistique e-commerce alimentaire pour une enseigne de la grande distribution, en région parisienne.

Cet outil est destiné à alimenter les drive et drive piéton de cette enseigne sur Paris et dans sa région.

La croissance organique de dossiers historiques, sur Paris et Lyon, a également contribué à la performance de ce segment sur le semestre.

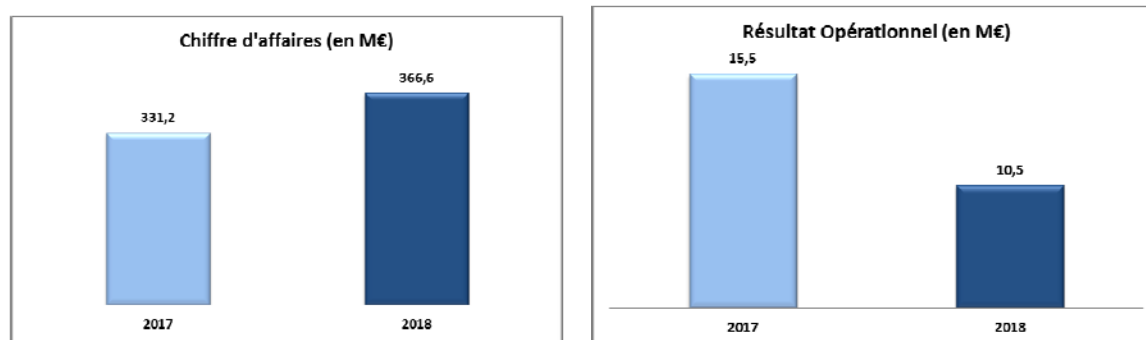
L'activité Surgelé a affiché une croissance de 6%, soutenue par un coefficient de remplissage de ses entrepôts, historiquement élevé à plus de 91% en moyenne semestrielle, comparativement à 86% en 2017. Le dispositif en Pays de Loire a été complété avec la mise en service des extensions des sites des Essarts en région vendéenne et de Carquefou en Loire Atlantique, d'une capacité de 35 000 m³ de stockage en froid négatif chacune. Le site des Essarts s'adresse, en particulier, aux clients des filières boulangerie/pâtisserie et volaille.

La business unit dédiée à l'activité de restauration hors domicile (RHD) a maintenu une croissance forte au cours du semestre, avec un chiffre d'affaires en hausse de plus de 10%, sous l'impulsion de ses trois principaux clients de la restauration commerciale chainée.

Les investissements liés à la structuration de la business unit se sont poursuivis avec l'extension de deux sites à Rethel et à St Pierre des Corps. De nouvelles solutions techniques ont également été mises en place, visant à renforcer le contrôle des préparations de commandes ainsi que la traçabilité des livraisons.

Le résultat opérationnel du pôle Logistique France est négatif, impacté par les coûts de démarrage simultané de nouveaux sites et de lancement de dossiers clients.

STEF INTERNATIONAL



STEF International a clôturé le premier semestre 2018 avec un chiffre d'affaires en hausse de 10,7% (6,3% à périmètre constant). Les résultats sont hétérogènes selon les pays, en raison des investissements réalisés et de l'intégration en cours d'opérations de croissance externe (Transports Badosa en Espagne). Pour autant, la dynamique commerciale a été particulièrement marquée en péninsule Ibérique et en Italie.

La variation de périmètre résulte de l'acquisition des activités de la société MARCONI en Italie.

Italie

L'Italie a maintenu sa forte dynamique de croissance avec une hausse du chiffre d'affaires proche de 9% au 1^{er} semestre (à périmètre comparable).

A la suite d'un cycle de consolidation et de rationalisation de ses positions sur les métiers du frais, le temps fort du premier semestre a été le rachat des activités surgelées du groupe MARCONI, leader de la logistique des produits surgelés en Italie. Le groupe a ainsi acquis, une plateforme de logistique surgelée, située à Fidenza (Parme) et un entrepôt à Ascoli Piceno (région des Marches), pour un volume d'entreposage total de 1,3 millions de m³, de même que les activités logistique et transport associées à ces deux sites.

De par la présence en son sein d'une entité dédiée aux activités de transport, cette acquisition a également permis d'élargir le réseau de transporteurs partenaires de STEF en Italie.

Espagne

L'Espagne a clôturé le premier semestre 2018 avec un chiffre d'affaires en hausse de 12% (7,5% à périmètre constant), par rapport au premier semestre 2017.

La croissance organique a principalement été tirée par la forte croissance des activités de restauration hors domicile, par le développement des flux internationaux et par la bonne dynamique des activités logistiques, conséquence d'un taux de remplissage en évolution de 12,5%. Le démarrage de nouveaux dossiers emblématiques, tant à Madrid qu'à Barcelone, a également concouru à la performance d'ensemble.

Le groupe poursuit le travail d'intégration de la société Transports Badosa dans la logique de la construction d'un réseau de groupage domestique en Espagne.

Portugal

Le Portugal a maintenu une forte dynamique de croissance de chiffre d'affaires par rapport au premier semestre 2017 (+10%).

L'activité a été dynamisée par le démarrage d'une importante activité de restauration hors domicile fin 2017 et par l'augmentation des capacités logistiques, du fait des investissements immobiliers réalisés à Porto et à Lisbonne au cours des deux dernières années.

Le groupe a poursuivi la densification de son réseau de transport avec l'ouverture d'un site en Algarve, début juillet, et a consolidé ses positions sur le marché du surgelé avec les nouvelles extensions de ses plateformes de Lisbonne et de Porto.

Le fort développement des dernières années et l'évolution du dispositif permettent désormais au groupe de s'orienter vers une spécialisation de l'activité de ses sites au Portugal.

Belgique

En Belgique, un plan de redressement des activités du site Transport de Saintes a été lancé et la livraison d'une extension de la plateforme, fin 2018, viendra optimiser l'exploitation.

Pays Bas

Aux Pays Bas, la capacité du réseau de groupage s'est vue renforcée avec la livraison d'une extension de la plate-forme de Bodegraven. L'objectif est de créer un réseau transport groupage entre les trois implantations du groupe sur le territoire, Bodegraven, Eindhoven et Raalte. Les volumes transportés ont été poussés par une dynamique commerciale forte.

Suisse

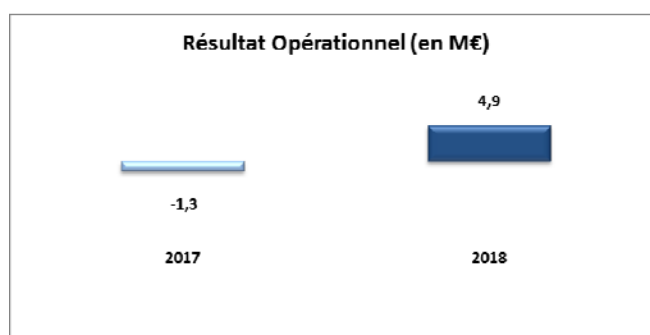
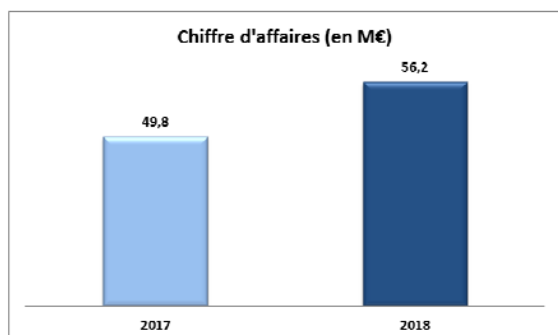
La livraison définitive de l'entrepôt de Kolliken en Suisse alémanique étant intervenue à la fin du semestre, l'enjeu est désormais de développer l'activité sur ce secteur.

Le partenariat avec le premier groupe laitier suisse pour la création d'un réseau conjoint de logistique et de distribution de produits frais s'est traduit par le démarrage d'un dossier structurant au premier trimestre.

Flux européens

Les activités de flux européens restent ancrées dans leur dynamique de progression (+3,8%), principalement sur l'axe historique Nord-Sud, mais le développement des flux depuis la péninsule Ibérique vers l'Europe du Nord est notoire également. L'un des faits marquants du semestre demeure la raréfaction du parc roulant sur l'ensemble de l'Europe.

MARITIME



Pour La Méridionale, le premier semestre s'est caractérisé par une bonne dynamique commerciale et une bonne tenue des activités fret et passagers.

Il convient de souligner une modification de la répartition de la compensation financière, basée sur l'estimation de l'activité en 2018, contre une répartition linéaire en 2017. Il s'agit d'une modalité de versement qui n'a pas d'impact en année pleine.

- Fret : le marché entre le Continent français et la Corse est en croissance à fin juillet et l'activité du port de Marseille a encore progressé (+6%) au détriment des ports de Toulon et de Nice. La Méridionale a su bénéficier de cette tendance avec des volumes transportés en progression de + 2,6% ;
- Transport de passagers : malgré un environnement touristique dynamique (+5 % sur 12 mois), tiré par le transport aérien (+ 8%) tandis que le maritime est en faible progression (+ 1,5%), La Méridionale a su augmenter son volume de passagers (+ 8,6%), avec une amélioration de la recette unitaire.

Le résultat opérationnel s'établit à 4,9 M€

A la suite d'un mois de juillet moins dense en termes de volumes comparativement à 2017, la suite de la saison estivale est bien orientée, le mois d'août étant nettement positif. Le niveau de satisfaction des clients est très élevé.

L'appel d'offres pour la prochaine délégation de service public, d'une durée de 15 mois à compter du 1^{er} octobre 2019, a été lancé au début du mois d'août.

ACTIVITE DU PÔLE D'EXPERTISE IMMOBILIER DU GROUPE

IMMOSTEF accompagne la dynamique de développement du groupe par une adaptation permanente de son outil immobilier, par une politique d'acquisition soutenue et des chantiers de reconfiguration et de rénovation.

Principales constructions engagées et livrées en 2018

Constructions livrées au 1^{er} semestre :

- Entrepôt logistique frais et surgelé en Suisse Alémanique (Kolliken), de 16.300 m² et 111.600 m³ en froid positif et négatif ;
- Extension de l'entrepôt surgelé des Essarts (Vendée) de 34.000 m³ ;
- Plateforme transport sur le M.I.N de Rungis en région parisienne, comportant 6.180 m² de quai et une chambre négative de transit ;
- Plateforme transport à Bologne (Italie), d'une surface développée de 5 500 m² ;
- Plateforme Transport en Algarve (Portugal) de 1.150 m² développés.

Constructions engagées et à livrer au 2^{ème} semestre 2018 :

- Un entrepôt tri-température pour l'activité RHD au Plessis Pâté (91), d'une surface totale développée de 11.800 m²,
- Un entrepôt TSA à L'Isle d'Abeau (Lyon Est), d'une surface totale développée de 23.600 m²,
- Extensions de sites existants pour un volume total additionnel de 78.000 m³ : entrepôt surgelé de Carquefou en Loire Atlantique, site transport et logistique de Chambéry, site surgelé de Corbas en région lyonnaise.

Acquisitions d'immeubles et de terrains en 2018

- Italie :
 - acquisition de deux ensembles immobiliers à Fidenza (Parma) et à Ascoli (région des Marches), comportant des entrepôts en froid négatif d'un volume total de 1.300 000 m³ ;
 - acquisition d'un entrepôt à Guidonia (Rome), de 4 350 m² destiné à aménager une nouvelle plateforme Seafood.
- Espagne :
 - Acquisition de deux terrains destinés à la construction de plateformes Transport, l'un à Miranda de Ebro (province de Burgos) et le second près de Barcelone.

- France :
 - réservation de deux terrains, l'un à Miramas (Sud Est) et le second à Bédée (Rennes Ouest), pour la construction de deux plateformes tri-température spécialisées en RHD ;
 - réservation d'un terrain à Néviau, près de Narbonne, pour la construction d'une plateforme Transport.

EFFECTIFS

Au 30 juin 2018, les effectifs du Groupe (CDI et CDD) ont évolué de la façon suivante, par rapport au 30 juin 2017 :

EFFECTIFS PAR POLE D'ACTIVITES

CDI + CDD	30/06/2017	30/06/2018
Transport France	7 954	8 288
Logistique France	3 871	4 120
STEF International	3 488	3 826
Maritime (essentiellement La Méridionale)	534	570
Autres activités et fonctions centrales	608	645
TOTAL groupe	16 455	17 449

EFFECTIFS PAR PAYS

France	13 025	13 689
Hors France :	3 430	3 760
Espagne	1561	1731
Portugal	486	519
Italie	684	802
Belgique	363	365
Pays-Bas	235	237
Suisse	101	106
TOTAL groupe	16 455	17 449

Les effectifs (CDI et CDD) du groupe sont en progression de 6,0%, dans la continuité de la tendance de 2017 (+ 5,2%). Celle-ci résulte :

- Du démarrage de nouveaux dossiers clients et de nouveaux sites ;
- Du rachat de sociétés, notamment Transports Badosa en Espagne et Marconi en Italie ;
- De la confirmation des efforts d'embauche du groupe et de la baisse du recours à l'emploi temporaire. Ainsi, en France, dans le cadre du vaste plan de recrutement de conducteurs, les effectifs se sont accrus de 235 salariés de cette catégorie sur la période.

COMPTES CONSOLIDÉS

Evolution du périmètre

Modification du périmètre de consolidation au cours du premier semestre 2018 :

- Acquisition auprès de Marconi d'activités surgelés en Italie (Transport et Logistique) ainsi que 2 sites immobiliers.

Synthèse du chiffre d'affaires

Cumul semestriel (en millions d'euros)	2017	2018	Variation %	A périmètre constant %
Transport France	617,0	655,6	6,3%	6,3%
Logistique France	256,2	274,9	7,3%	7,3%
Activités Internationales	331,2	366,6	10,7%	6,3%
Sous-total Transport et Logistique	1 204,4	1 297,0	7,7%	6,5%
Maritime	49,8	56,2	13,0%	13,0%
Autres	178,8	204,3	14,2%	14,2%
TOTAL	1 433,0	1 557,6	8,7%	7,7%

Toutes les activités du groupe sont bien orientées au premier semestre 2018. Le chiffre d'affaires progresse de 8,7%, porté par une bonne dynamique sur le marché français, notamment.

Compte de résultat consolidé

Cumul semestriel (En millions d'euros)	2017	2018	Variation en %
Chiffre d'affaires	1 433,0	1 557,6	8,7%
Résultat opérationnel	44,9	48,0	6,9%
Résultat financier	(5,1)	(3,5)	
Résultat avant impôt	39,8	44,5	11,9%
Charge d'impôt	(10,7)	(12,0)	
Part du résultat des entreprises mises en équivalence	1,7	0,6	
Résultat net	30,8	33,1	7,7%
- dont part du Groupe	30,7	33,0	7,8%
- dont intérêts minoritaires	0,1	0,1	

Le résultat opérationnel du Groupe progresse de 6,9% sur le semestre. Il est porté par une croissance d'activité soutenue, notamment en France.

Les charges financières du groupe baissent sous l'effet combiné de taux d'intérêt toujours très bas et de la montée en puissance du programme de billets de trésorerie.

Le groupe maintient un taux effectif d'impôt bien inférieur au taux légal d'imposition en France, par l'effet combiné :

- du régime fiscal particulier du maritime ;
- des différentiels de taux d'impôts à l'étranger ;
- et de la prise en compte du CICE qui est un produit non imposable.

Le résultat net part de Groupe ressort à 33,0 M€ en hausse de 7,8 % par rapport au premier semestre 2017.

Structure financière

Les capitaux propres consolidés s'élèvent à 634,7 M€ contre 628,5 M€ au 31 décembre 2017. Cette évolution intègre notamment la distribution de 30,2 M€ au titre du dividende 2017.

Flux financiers

La capacité d'autofinancement est en augmentation, principalement grâce au flux de trésorerie généré par l'activité.

Le Groupe a maintenu un programme d'investissements soutenu avec 176,3 M€ investis sur la période, notamment impacté par l'acquisition de deux entrepôts surgelés en Italie auprès du groupe Marconi.

Transactions entre les parties liées

La nature, les termes et les montants des opérations avec les parties liées n'ont pas connu d'évolution significative au cours du 1er semestre 2018.

Modifications significatives par rapport au dernier rapport annuel

A la date du présent rapport financier, il n'y a pas de modification significative par rapport au rapport annuel 2017.

Plus particulièrement, il n'y a pas de modification ou d'incertitude relative aux principaux facteurs de risques exposés dans le rapport annuel 2017 et qui seraient susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'activité et les résultats du second semestre 2018.

Evènements importants intervenus depuis la date de clôture et la date d'établissement du présent rapport

Le Groupe a acquis début juillet, la société Express Marée spécialisée dans le transport et la logistique des produits de la mer en France et à l'international.

PERSPECTIVES 2018

Au premier semestre, le Groupe STEF a tiré profit d'un courant économique porteur et d'une croissance de la consommation en France.

Cependant, l'environnement économique requiert une attention particulière, notamment en France, compte tenu des dernières perspectives de croissance et la raréfaction des moyens humains notamment de chauffeurs rend le développement de nos activités plus complexe.

Pour la seconde partie de l'année, le Groupe devra réussir le lancement de nouveaux sites en France et accroître le remplissage des nouveaux actifs immobiliers en Europe (acquisition ou développement).



II.

COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES DU SEMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2018



Comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2018
BILAN CONSOLIDÉ

(En milliers d'euros)

A C T I F S	note	30 juin 2018	31 décembre 2017
Actifs non courants			
Ecarts d'acquisition	14	177 731	139 604
Autres immobilisations incorporelles	15	16 155	14 776
Immobilisations corporelles	15	1 177 473	1 064 434
Actifs financiers non courants		29 301	29 157
Participations dans les entreprises associées	20	28 456	29 039
Actifs d'impôt différé		24 402	19 909
Total de l'actif non courant		1 453 518	1 296 919
Actifs courants			
Stocks et en cours		56 143	58 187
Clients		512 085	475 305
Autres créances et actifs financiers courants		129 108	126 183
Actif d'impôt courant		8 660	21 794
Trésorerie et équivalents de trésorerie (a)		46 580	59 419
Total de l'actif courant		752 576	740 888
Total des actifs		2 206 094	2 037 807
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS			
Capitaux propres			
Capital		13 166	13 166
Primes		-	-
Réserves		618 949	612 656
Capitaux propres part du Groupe	16	632 115	625 822
Intérêts minoritaires		2 547	2 629
Total des Capitaux propres		634 662	628 451
Passifs non courants			
Provisions non courantes	17	37 505	37 680
Passifs d'impôt différé		36 700	36 746
Dettes financières non courantes (b)	18	294 321	251 819
Total du passif non courant		368 526	326 245
Passifs courants			
Dettes fournisseurs		384 207	397 555
Provisions courantes	17	16 384	18 262
Autres dettes courantes		354 010	333 390
Dette d'impôt courant		208	133
Dettes financières courantes (c)	18	448 097	333 771
Total du passif courant		1 202 906	1 083 111
Total des capitaux propres et passifs		2 206 094	2 037 807
Endettement net (b) + (c) - (a)		695 838	526 171
Ratio Endettement net /Total des capitaux propres		1,10	0,84



Comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2018
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(En milliers d'euros)

	note	1er semestre 2018	1er semestre 2017	Evolution		Exercice 2017
CHIFFRE D'AFFAIRES	8	1 557 555	1 433 019	8,7%		2 975 650
Consommations en provenance des tiers	9	(1 000 830)	(916 500)	9,2%		(1 908 839)
Impôts, taxes et versements assimilés		(33 930)	(32 387)	4,8%		(62 210)
Charges de personnel		(420 149)	(390 031)	7,7%		(773 583)
Dotations aux amortissements		(54 578)	(51 433)	6,1%		(108 143)
(Dotations) Reprises nettes aux provisions		(796)	991	-180,3%		(1 154)
Autres produits et charges opérationnels	10	726	1 220	-40,5%		10 614
RESULTAT OPERATIONNEL	8	47 998	44 879	6,9%		132 335
Charges financières	11	(3 984)	(5 081)			(8 856)
Produits financiers	11	532	0			259
Résultat Financier		(3 452)	(5 081)	-32,1%		(8 597)
RESULTAT AVANT IMPÔT	8	44 546	39 798	11,9%		123 738
Charge d'impôt	12	(11 994)	(10 747)			(33 284)
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence	20	552	1 691			3 445
RESULTAT DE LA PERIODE		33 104	30 742	7,7%		93 899
* dont part du Groupe		33 055	30 672	7,8%		93 638
* dont intérêts minoritaires		49	70			261
EBITDA	13	103 372	95 321	8,4%		241 632
Résultat par action :		(en euros)	(en euros)			(en euros)
- de base :		2,68	2,50			7,61
- dilué :		2,67	2,49			7,59



Comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2018

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

(En milliers d'euros)

	1er semestre 2018	1er semestre 2017
RESULTAT DE LA PERIODE	33 104	30 742
Gains ou pertes actuariels sur régimes de retraite	289	1 338
Charge d'impôt sur les éléments non recyclables	(62)	(407)
Autres éléments du résultat global, nets d'impôt qui ne sont pas reclassés ultérieurement en résultat	227	931
Ecart de change résultant des activités à l'étranger	274	(597)
Part efficace des variations de juste valeur des dérivés de couverture de flux de trésorerie	452	3 684
Charge d'impôt sur les éléments recyclables	(16)	(1 005)
Autres éléments du résultat global, nets d'impôt qui sont reclassés ultérieurement en résultat	710	2 082
Résultat Global de la période	34 042	33 754
* dont part du Groupe	33 993	33 684
* dont intérêts minoritaires	49	70

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(En milliers d'euros)

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Actions propres	Réserve de juste valeur	Total attribuable aux actionnaires de STEF	Part des minoritaires	Total Capitaux Propres
Capitaux propres au 1er janvier 2017	13 166	0	590 798	923	(41 352)	(6 502)	557 032	2 327	559 359
Dividendes versés			(27 650)				(27 650)		(27 650)
Achats et ventes d'actions propres					211		211		211
Opération d'annulation d'actions propres			2 001				2 001		2 001
Opérations avec les intérêts minoritaires			100				100	(100)	0
Total des transactions avec les actionnaires	0	0	(25 549)	0	211	0	(25 338)	(100)	(25 438)
Résultat global de la période			31 602	(597)		2 679	33 684	71	33 755
Capitaux propres au 30 juin 2017	13 166	0	596 851	326	(41 141)	(3 823)	565 378	2 297	567 675
Capitaux propres au 1er janvier 2018	13 166		659 735	(1 640)	(40 438)	(5 001)	625 822	2 629	628 451
Dividendes versés			(30 232)				(30 232)	(65)	(30 297)
Achats et ventes d'actions propres					346		346		346
Autres opérations en actions			2 186				2 186		2 186
Opérations avec les intérêts minoritaires							0	(66)	(66)
Total des transactions avec les actionnaires	0	0	(28 046)	0	346	0	(27 700)	(131)	(27 831)
Résultat global de la période			33 282	274		436	33 993	49	34 042
Capitaux propres au 30 juin 2018	13 166	0	664 971	(1 366)	(40 092)	(4 565)	632 115	2 547	634 662



Comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2018
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

(En milliers d'euros)

	1er semestre 2018	1er semestre 2017	31 décembre 2017
Résultat de la période	33 103	30 742	93 899
+/- Dotations nettes aux amortissements, dépréciations d'actifs non courants et provisions	54 942	49 383	108 076
+/- Plus ou moins values de cession d'actifs non courants	(1 015)	19	(6 220)
+/- Quote-part de résultat des entreprises associées	(552)	(1 691)	(3 445)
+/- Variation en juste valeur des instruments dérivés	(34)	382	(188)
+/- Autres charges et produits sans incidence sur la trésorerie	2 186	2 001	1 944
- Impôts différés	0	0	(3 099)
Capacité d'autofinancement (A)	88 630	80 836	190 967
Elimination de la charge (produit) d'impôt	11 994	10 747	33 284
Impôts payés (hors CICE)	(13 275)	(15 112)	(34 839)
Variations des autres éléments du BFR	(19 259)	9 652	(5 863)
+/- Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité (B)	(20 540)	5 287	(7 418)
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE (C)=(A+B)	68 090	86 123	183 549
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles	(4 311)	(2 202)	(4 822)
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles	(172 002)	(77 381)	(169 362)
+/- Variation des prêts et avances consentis + actifs financiers	(161)	2 134	(823)
-/+ Encaissements et décaissements liés aux acquisitions et cessions de filiales nets de la trésorerie acquise (*)	(35 865)	(7 424)	(7 442)
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	3 053	1 656	10 867
+ Dividendes reçus des entreprises associées	1 134	1 087	1 051
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (D)	(208 152)	(82 130)	(170 531)
+/- Achats et ventes d'actions propres	346	211	914
- Dividendes versés aux propriétaires de STEF	(30 232)	(27 650)	(27 650)
- Dividendes versés aux minoritaires des filiales	(65)	0	0
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts	202 469	108 804	142 157
- Remboursements d'emprunts	(40 372)	(125 047)	(147 929)
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (E)	132 146	(43 682)	(32 508)
Trésorerie nette à l'ouverture	(5 556)	13 934	13 934
Trésorerie nette à la clôture	(13 472)	(25 755)	(5 556)
= VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE (C+D+E)	(7 916)	(39 689)	(19 490)
Les trésoreries nettes à la clôture s'analysent comme suit :	1er semestre 2018	1er semestre 2017	31 décembre 2017
Trésorerie et équivalents de trésorerie	46 580	34 019	59 419
Découverts bancaires et crédits à court terme (note 18)	(60 052)	(59 774)	(64 975)
	(13 472)	(25 755)	(5 556)
(*)	1er semestre 2018	1er semestre 2017	31 décembre 2017
Coût d'achat des titres des entreprises acquises	(34 603)	(6 246)	(6 270)
Trésorerie acquise/sortie de trésorerie des entreprises cédées	(1 262)	(1 178)	(1 172)
Décaissement net	(35 865)	(7 424)	(7 442)

GROUPE STEF

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES AU 30 JUIN 2018

1 – ENTITE PRESENTANT LES ETATS FINANCIERS

STEF S.A. est une société anonyme de droit français ayant son siège social à Paris et dont les actions sont inscrites au compartiment B de NYSE Euronext Paris. Les comptes consolidés intermédiaires résumés du semestre clos le 30 juin 2018 comprennent STEF S.A. et ses filiales, l'ensemble étant désigné comme « le Groupe » ainsi que la quote-part du Groupe dans les entreprises associées. Sauf indication contraire, ils sont présentés en euros, arrondis au millier le plus proche.

Ces comptes consolidés intermédiaires résumés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de STEF S.A du 30 août 2018.

2 – REFERENTIEL COMPTABLE

Les comptes consolidés intermédiaires résumés du semestre clos le 30 juin 2018 ont été établis conformément à la norme IAS 34 « *Information financière intermédiaire* » du référentiel International Financial Reporting Standards (IFRS), tel qu'adopté par l'Union européenne.

Ces comptes intermédiaires résumés ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour les comptes annuels et doivent être lus en liaison avec les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

3 – PRINCIPES COMPTABLES ET OPTIONS DE PRESENTATION

Les méthodes comptables appliquées par le Groupe pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires sont identiques à celles appliquées aux comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2017, auxquels il convient de se référer, à l'exception des normes, amendements de normes et interprétations applicables pour la première fois en 2018 et des méthodes d'évaluation spécifiques aux arrêtés intermédiaires décrites au paragraphe 4 ci-dessous.

Le groupe a appliqué les normes IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » et IFRS 9 « Instruments financiers » dont l'application au sein de l'Union Européenne est devenue obligatoire au 1^{er} janvier 2018. Les impacts de la mise en œuvre de ces nouvelles normes sont présentés ci-après :

- *La norme IFRS 15* « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients »

Cette norme définit les principes de reconnaissance des revenus applicables à tous les contrats conclus avec des clients, à l'exception des contrats de locations, des contrats d'assurance, des instruments financiers et des garanties.

Le mode d'enregistrement de ces revenus dans le compte de résultat doit refléter le rythme de transfert au client du contrôle du bien ou du service vendu, et cela pour le montant auquel le vendeur s'attend à avoir droit en échange du bien ou du service.

L'analyse des contrats clients dans les pays où le groupe génère des revenus n'a conclu à aucune modification des traitements comptables sur la reconnaissance du revenu. En conséquence, la norme IFRS 15 n'a aucune incidence sur la situation nette à l'ouverture de l'exercice 2018.

- *La norme IFRS 9 « Instruments financiers »*

La norme IFRS 9 qui remplace la norme IAS 39 sur les instruments financiers comporte 3 volets : classification et évaluation, dépréciation et comptabilité de couverture

La norme IFRS 9 fait l'objet d'une application rétrospective avec effet au 1^{er} janvier 2018.

o Classification et évaluation

Les actifs et passifs financiers du groupe ont fait l'objet d'une analyse selon IFRS 9.

- Le traitement comptable des titres de participation non consolidés a notamment été clarifié. Ainsi, compte tenu de leur faible valeur, les variations de juste valeur de cette catégorie d'actifs financiers sont imputées en autres éléments du résultat global.

- Les prêts et créances financières demeurent comptabilisés au coût amorti car le modèle de gestion est de détenir ces éléments afin d'en collecter des flux de trésorerie contractuels, uniquement constitués de paiements composés du principal et de ses intérêts.

o Dépréciation

IFRS 9 instaure un nouveau modèle de dépréciation reposant sur la comptabilisation des pertes de crédit prévues dès le moment où les instruments financiers sont comptabilisés (vision prospective). Auparavant, le groupe comptabilisait les dépréciations pour toute créance commerciale présentant un risque d'irrecouvrabilité. Ce risque était apprécié au regard d'informations quant à la solvabilité du client, des retards de paiement anormaux et en l'absence de couverture appropriée.

L'analyse conduite par le groupe a été :

- de recenser les charges encourues sur les derniers exercices au titre des créances irrécouvrables
- d'analyser son solde de provisions pour dépréciation au 31/12/2017 afin de distinguer les créances impayées d'une part en raison d'un risque manifeste de crédit et d'autre part en raison d'un litige commercial en cours. Et ainsi d'identifier le risque de crédit réel estimé par le groupe à cette date.
- de recenser les différentes couvertures du risque crédit disponibles telles que les assurances crédit, le recours à la loi Gayssot...

Ainsi le groupe, n'a pas identifié d'impact matériel suite à l'application de cette nouvelle méthode de dépréciation.

o Comptabilité de couverture

Les modifications apportées par IFRS 9 sur la comptabilité de couverture ont pour objectif de rapprocher les modalités de comptabilisation de la gestion des risques des entreprises. L'application des dispositions d'IFRS 9 relatives à la comptabilité de couverture sont sans impact significatif étant donné la nature des instruments dérivés – swaps de taux- utilisés par le groupe.

Le Groupe n'a pas appliqué de norme, amendement ou interprétation de façon anticipée.

- *La norme IFRS 16 « Contrats de location »*

Le groupe continue ses travaux de mise en œuvre de la norme IFRS 16 « contrats de location », qui sera d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2019. Il s'est doté d'un outil informatique de gestion spécifique pour gérer ces retraitements.

Concernant la méthode de transition, le groupe fera le choix de la méthode simplifiée lors de la première application de la norme sans présentation d'une période comparative retraitée.

L'évaluation de la dette et du droit d'usage se fera sur la base des loyers actualisés. Il n'y aura donc pas d'impact en capitaux propres à l'ouverture de l'exercice 2019. Le groupe approfondit l'analyse des contrats entrant dans le champ d'application de la norme et les taux à retenir, notamment sur les baux immobiliers de longue durée.

4 – ESTIMATIONS

La préparation des comptes consolidés intermédiaires nécessite, de la part de la direction du Groupe, l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les valeurs retenues pour arrêter les comptes. En particulier, les valeurs réelles définitives peuvent se révéler différentes des valeurs estimées.

Ainsi, pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires, les jugements significatifs exercés pour l'application des méthodes comptables du Groupe et les sources principales d'incertitude relatives aux estimations restent identiques à ceux et celles décrits dans les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Les méthodes d'évaluation spécifiques appliquées aux arrêtés intermédiaires sont les suivantes :

- la charge d'impôt du semestre est évaluée en appliquant au résultat avant impôt du semestre hors résultat du Maritime, le taux d'impôt effectif moyen estimé pour l'ensemble de l'exercice ;
- les charges relatives à l'intéressement contractuel du personnel correspondent à la moitié des charges estimées pour l'ensemble de l'exercice ;
- la charge de participation des salariés est estimée sur la base du budget de l'exercice 2018. Au 30 juin, la quote-part de charge de participation est comptabilisée selon l'avancement du résultat avant impôt ;
- les montants reconnus au titre des engagements de retraite dans le bilan consolidé au 30 juin sont déterminés en ajustant la valeur nette comptable à l'ouverture des droits accumulés, des frais d'intérêts, des gains et pertes actuariels et des cotisations au plan en fonction des montants estimés au 31 décembre 2017 pour 2018.

5 – CARACTERE SAISONNIER DE L'ACTIVITE

L'activité du second semestre est généralement plus soutenue que celle du premier en raison de la concentration de la période estivale et de la période festive de fin d'année. Les résultats opérationnels du premier semestre sont, de ce fait, traditionnellement inférieurs à ceux du second semestre.

6 – PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Le 3 mai 2018, le groupe a acquis en Italie auprès du Groupe Marconi,

- d'une part 100% des titres de participation de deux sociétés de transport et de logistique du surgelé.
- et d'autre part les sites immobiliers de Fidenza et Ascoli.

Au Pays-Bas, la société Speksnijder Transport a fusionné dans l'entité STEF Bodegraven BV (anciennement Speksnijder Transport Bodegraven).

7 – GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Le Groupe couvre le risque de taux sur la dette à taux variable liée aux financements immobiliers et maritime à long terme par l'intermédiaire de swaps de taux parfaitement adossés.

Au 30 juin 2018, le montant notionnel total des instruments destinés à couvrir le risque de taux sur la dette à taux variable s'élève à 229 M€ contre 174 M€ au 31 décembre 2017.

L'exposition du Groupe au risque de crédit client n'a pas enregistré d'évolution défavorable au cours du semestre écoulé. Aucun de ses clients n'est d'une taille telle que sa défaillance puisse avoir un effet significatif sur la situation financière du Groupe qui, nonobstant les mécanismes de protection dont il dispose du fait de la réglementation applicable, continue à recourir à l'assurance-crédit dans le secteur du transport et pour l'ensemble de ses activités internationales.

En ce qui concerne le risque de change, le Groupe opère essentiellement dans la zone euro et son exposition aux variations de cours des autres monnaies demeure faible.

Concernant enfin le risque de liquidité, le Groupe demeure peu exposé compte tenu des marges existantes sur les lignes de crédit disponibles en raison de sa politique active de centralisation de la trésorerie en France et dans ses principales filiales européennes.

8 – INFORMATION SECTORIELLE

1er semestre 2018	Transport	Logistique	International	Maritime	Autres	Données consolidées
Chiffre d'affaires externe	655 596	274 872	366 579	56 240	204 268	1 557 555
Résultat opérationnel	32 041	- 1 029	10 505	4 936	1 545	47 998
Résultat avant impôt	31 116	- 2 051	9 038	4 087	2 356	44 546

1er semestre 2017	Transport	Logistique	International	Maritime	Autres	Données consolidées
Chiffre d'affaires externe	616 987	256 217	331 191	49 775	178 849	1 433 019
Résultat opérationnel	26 823	1 942	15 482	- 1 271	1 903	44 879
Résultat avant impôt	25 048	797	14 094	- 2 650	2 509	39 798

Le chiffre d'affaires du secteur « Autres activités » inclut le négoce de marchandises pour le compte de tiers, pour 192,5 M€ au 1^{er} semestre 2018 contre 168,2 M€ au 1^{er} semestre 2017.

9 - CONSOMMATIONS EN PROVENANCE DES TIERS

	1er semestre 2018	1er semestre 2017
Achats hors énergie (dont marchandises RHD)	208 513	184 628
Achats de gazole et autres carburants	69 103	59 796
Achats d'autres énergies	23 021	21 349
Sous-traitance	464 812	426 084
Loyers et charges locatives	40 518	40 016
Entretien et maintenance	41 459	39 853
Personnels externes et rémunérations d'intermédiaires	81 803	78 898
Assurances et avaries	27 513	22 160
Services extérieurs et divers	44 088	43 716
Total :	1 000 830	916 500

La variation de ce poste s'explique principalement par :

- l'augmentation des achats RHD suite à la signature de nouveaux contrats
- la hausse des charges de gazole liée à l'augmentation du coût du carburant sur la période
- la hausse des charges de sous-traitance en rapport avec l'accroissement de l'activité du Groupe au 1er semestre 2018.

10 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

Ce poste tient compte, en 2018, de la plus-value de cession d'un site immobilier situé dans la banlieue de Lyon. En 2017, il comprenait une indemnité obtenue auprès d'un de nos fournisseurs.

11 – RESULTAT FINANCIER

	1er semestre 2018	1er semestre 2017
Produits financiers		
Dividendes perçus des actifs disponibles à la vente		
Produit de juste valeur des actifs et passifs financiers désignés à la juste valeur par le résultat	35	
Autres produits financiers	497	
Charges financières		
Charges nettes d'intérêt sur passifs financiers au coût amorti	(3 975)	(4 641)
Charge de juste valeur des actifs et passifs financiers désignés à la juste valeur par le résultat		(381)
Perte de change nette	(9)	(59)
CHARGES FINANCIERES NETTES	(3 452)	(5 081)

Les taux d'intérêt se sont stabilisés au cours 1^{er} semestre 2018 et notamment l'Euribor 3 mois qui s'élève en moyenne à -0,33 (identique au 30 juin 2017).

12– CHARGE D'IMPÔT

Le taux d'impôt effectif supporté au cours du premier semestre 2018 s'élève à 27 % identique à celui du 30 juin 2017. En excluant les résultats du Maritime, le taux effectif ressort à 29,4 %, contre 25,2% au 1^{er} semestre 2017. Cette différence de 4 points s'explique principalement par le régime fiscal particulier appliqué aux résultats de l'activité maritime, par les différentiels de taux d'impôts à l'étranger et par la prise en compte du CICE qui est un produit non imposable.

13- EBITDA

	1er semestre 2018	1er semestre 2017
Résultat opérationnel	47 998	44 879
Dotations nettes aux amortissements	54 578	51 433
Dotations (reprises) nettes sur dépréciations et provisions	796	(991)
TOTAL	103 372	95 321

14 – ECARTS D’ACQUISITION

Les écarts d’acquisition évoluent de 38 M€ sur la période du fait de l’acquisition des sociétés italiennes. Cette acquisition représente un chiffre d’affaires annuel de 55 M€ environ. Son écart d’acquisition est en cours d’affectation à la date de clôture.

Le Groupe n’a pas identifié d’indice de perte de valeur sur ses écarts d’acquisition et actifs incorporels à durée de vie indéfinie au cours du semestre clos le 30 juin 2018.

15 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les principales acquisitions d’immobilisations corporelles de la période (hors investissements de maintien) portent sur :

- l’acquisition des sites immobiliers de Fidenza et Ascoli dans le cadre de l’opération de croissance externe italienne pour 76,2 M€ (dont 1,7 M€ de frais)
- la construction de nouveaux sites Plessis Pate et Vaulx-Milieu pour 15 M€
- l’acquisition de matériel de transport en propre ou par le biais de contrats de location financement pour 10 M€

16 – CAPITAUX PROPRES

Le capital social de STEF S.A est composé, au 30 juin 2018, de 13 165 649 actions libérées d’une valeur nominale de 1 euro. Le dividende versé au premier semestre 2018, au titre du résultat de l’exercice 2017, s’est élevé à 2,45 euros par action.

17 – PROVISIONS

L’évolution des provisions pour risques et charges se présente comme suit :

	31 décembre 2017	Dotations	Reprises	Périmètre	Autres	30 juin 2018
Indemnités de départ à la retraite	21 710	616	(413)	730	(285)	22 358
Médailles du travail	10 069	420	(221)		4	10 272
Provisions litiges	14 238	9 395	(10 403)		(5)	13 225
Autres provisions	9 925	1 399	(3 262)		(28)	8 034
TOTAL	55 942	11 830	(14 299)	730	(314)	53 889

18 – EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

Ils s'analysent comme suit :

	30 juin 2018	31 décembre 2017
Dettes financières non courantes		
Emprunts bancaires et tirages de lignes de crédit confirmées à plus d'un an	257 495	213 036
Dettes liées à des locations financement	31 971	33 234
Juste valeur des instruments financiers dérivés	4 855	5 549
Total des dettes non courantes	294 321	251 819
Dettes financières courantes		
Part à moins d'un an des :		
- Emprunts bancaires et lignes de crédit spot	54 525	53 296
- Dettes liées à des locations financement	12 651	9 319
- Dettes financières diverses	2 484	2 596
- Billets de trésorerie	315 000	201 500
Juste valeur des instruments financiers dérivés	3 385	2 085
Découverts bancaires et crédits à court terme	60 052	64 975
Total des dettes courantes	448 097	333 771
Total des dettes financières	742 418	585 590

Et ont évolué comme suit au cours du semestre écoulé :

	31 décembre 2017	nouveaux emprunts	remboursements	Variation de périmètre	autres variations nettes	30 juin 2018
Emprunts bancaires et tirages de lignes de crédit	265 229	82 062	- 35 534		263	312 020
Dettes liées à des locations financement	42 554	6 907	- 4 839			44 622
Billets de trésorerie	201 500	113 500				315 000
Dettes financières diverses & ICNE	2 598				- 114	2 484
Découverts bancaires et crédits à court terme	64 975			1 569	- 6 492	60 052
Juste valeur des instruments financiers dérivés	8 734				- 494	8 240
Total :	585 590	202 469	(40 373)	1 569	- 6 837	742 418

Le Groupe dispose de crédits spot totalisant 32 M€, utilisés à hauteur de 12 M€ au 30 juin 2018 (17 M€ étaient utilisés au 31 décembre 2017) et d'autorisations de découvert, sans échéance convenue, totalisant 103 M€ (montant identique au 31 décembre 2017) dont 60 M€ utilisés au 30 juin 2018 (65 M€ au 31 décembre 2017).

Les besoins de trésorerie courante nécessaires à l'exploitation du Groupe sont assurés, majoritairement, par les lignes de crédit obtenues au niveau de la société mère. Le Groupe dispose de 11 lignes de crédit confirmées à moyen terme, totalisant 128,5 M€ non utilisées au 30 juin 2018 (12 lignes de crédit disponibles au 31 décembre 2017 pour 138 M€). Aucune de ces lignes de crédit n'était utilisée à cette date).

Depuis février 2016, afin de compléter et diversifier sa base de prêteurs et de réaliser des économies de charges financières, le Groupe a mis en place un programme de billets de trésorerie d'un montant plafond initial de 250 M€. Au cours du premier semestre 2018, le Groupe a augmenté ce plafond à 350 M€. Ces billets sont émis par STEF SA sur des maturités allant de 1 jour à 1 an. L'encours du programme au 30 juin 2018 est de 315 M€ (201,5 M€ au 31 décembre 2017).

19 – INFORMATION SUR LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS PAR CATEGORIE

	Valeur au bilan 30/06/2018	Juste valeur par résultat	Juste valeur par OCI	Actifs au coût amorti
Titres de participation non consolidés	94		94	
Autres actifs financiers non courants	7 534			7 534
Prêts et créances des activités de financement	21 238			21 238
Titres de placement	435		435	
s/total : actifs financiers non courants	29 301	-	529	28 772
Clients	512 085			512 085
Autres débiteurs	137 768			137 768
Trésorerie et équivalents de trésorerie	46 580	46 580		
Actifs	725 734	46 580	529	678 625

	Valeur au bilan 30/06/2018	Juste valeur par résultat	Juste valeur par OCI	Dettes au coût amorti
Passifs financiers dérivés	8 240	208	8 032	
Dettes des activités de financement	674 126			674 126
Découverts bancaires	60 052			60 052
s/total : dettes financières	742 418	208	8 032	734 178
Fournisseurs	384 207			384 207
Autres créanciers	354 218			354 218
Passifs	1 480 843	208	8 032	1 472 603

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur sont classés selon le niveau de hiérarchie suivant :

- Niveau 1 : instruments financiers faisant l'objet de cotation sur un marché actif ;
- Niveau 2 : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables ;
- Niveau 3 : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant pour tout ou partie sur des paramètres non observables.

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs en juste valeur par OCI		529	
Trésorerie et équivalent de trésorerie	2 561	44 019	
Actifs	2 561	44 548	
Instruments dérivés		8 240	
Passifs	-	8 240	

20 – OPERATIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les parties liées, par rapport au Groupe STEF, sont les entreprises associées, les administrateurs (y compris les membres de la direction générale du Groupe) ainsi que les structures d'actionariat des cadres et dirigeants non administrateurs et le fonds commun de placement des salariés.

La nature, les termes et les montants des opérations avec les parties liées n'ont connu aucune évolution significative au cours du 1^{er} semestre 2018.

La valeur des titres et la quote-part du Groupe dans les résultats des entreprises associées se décomposent comme suit :

30-juin-18	Part groupe	Total chiffre d'affaires	Total des actifs	Total des passifs hors capitaux propres	Actif net de la société	Valeur de mise en équivalence	Résultat net	Quote part résultat
FROIDCOMBI	25,50%	8 879	10 347	6 548	3 799	969	440	112
MESSAGERIES LAITIERES	38,69%	NC	NC	NC	14 554	6 967	1 059	410
NETKO	40,00%	NC	NC	NC	272	218	115	46
NORFRIGO	37,65%	NC	NC	NC	24 455	6 330	(54)	(20)
OLANO SEAFOOD IBERICA	32,00%	19 514	19 775	15 330	4 445	1 769	(4)	(1)
OLANO VALENCIA	20,00%	NC	NC	NC	1 819	785	178	36
QSL- STEF	49,00%	107 361	48 303	47 624	679	333	(285)	(140)
NORMANDIE EXPORT LOGISTICS	38,69%	NC	NC	NC	8 374	3 240	(494)	(191)
STEF OVER TUNISIE	49,00%	NC	NC	NC	131	121	-	-
GROUPE PRIMEVER	49,00%	NC	NC	NC	14 287	7 699	613	300
SCCV INNOVSPACE CORBAS	25,00%	NC	NC	NC	1	0	-	-
SCCV PARC DIJON CHAMPOLLION	49,00%	NC	NC	NC	1	0	-	-
SCCV SILSA	49,00%	NC	NC	NC	50	25	-	-
TOTAL					72 867	28 456	1 568	552

NC : informations non communiquées

21 – PASSIF EVENTUEL

En date du 22 février 2018, Corsica Ferries a assigné devant le Tribunal de Commerce de Marseille le groupement SNCM (par l'intermédiaire de ses liquidateurs judiciaires) et La Méridionale. Corsica Ferries estime que la réponse conjointe des deux sociétés à la consultation en vue de l'attribution de la Délégation de service public pour la période 2014-2023 (délégation aujourd'hui annulée), constituait une pratique anticoncurrentielle, alors même que le cahier des charges de cette consultation l'autorisait.

Le Groupe prépare une action en défense avec l'aide de ses Avocats et estime que cette action judiciaire n'est pas légitime et donc qu'aucun passif n'est à reconnaître à ce titre.

Même si le calendrier procédural n'est pas encore connu à ce jour, il est peu probable qu'un jugement intervienne avant le 1er trimestre 2019.

22 - EVENEMENT POST CLÔTURE

Le groupe a acquis début juillet, la société Express Marée spécialisée dans le transport et la logistique des produits de la mer en France et à l'international. Cette entité génère un chiffre d'affaires annuel de 42 millions d'euros avec un effectif de 450 personnes.



III.

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2018



DECLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés au 30 juin 2018 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de la consolidation du groupe STEF et que le rapport d'activité du premier semestre 2018 présente un tableau fidèle des informations mentionnées à l'article 222-6 du règlement général de l'A.M.F.

Fait à Paris, le 29 août 2018

A handwritten signature in blue ink, consisting of several overlapping loops and lines, positioned above the printed name and title.

Stanislas LEMOR
Directeur Général Délégué aux Finances



IV.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2018



KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
France



MAZARS
Exaltis
61 rue Henri Regnault
92400 Courbevoie
France

STEF S.A.

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2018

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2018
STEF S.A.
93, boulevard Malesherbes – 75008 Paris
Ce rapport contient 16 pages



STEF S.A.
*Rapport des commissaires aux comptes sur
l'information financière semestrielle
30 Août 2018*

STEF

Siège social : 93, boulevard Malesherbes – 75008 Paris
Capital social : €13 165 649

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier 2018 au 30 juin 2018

A l'assemblée générale de la société STEF,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société STEF, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2018 au 30 juin 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1 Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Principes comptables et options de présentation » qui expose les impacts des premières applications des normes IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » et IFRS 9 « Instruments financiers ».

2 Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Paris La Défense et Courbevoie, le 30 août 2018

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit

MAZARS

Jérémie Lerondeau

Associé

Anne-Laure Rousselou

Associée